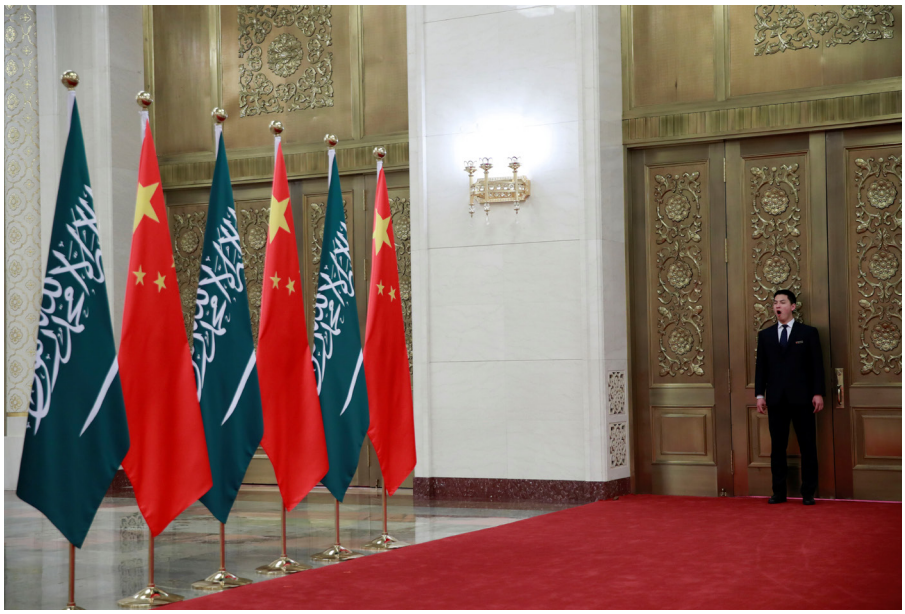
Le Moyen-Orient et la nouvelle route de la soie

La Chine est de plus en plus présente au Moyen-Orient, notamment dans le cadre de son «initiative de la ceinture et de la route», aussi désignée comme la nouvelle route de la soie. Alors que les États-Unis réduisent leurs engagements dans la région, l'Europe devra réfléchir aux conséquences d'une implication accrue de la Chine pour ses intérêts sur place.

Par Lisa Watanabe

Ces dernières années, la Chine a intensifié son engagement au Moyen-Orient en développant des relations avec une myriade de pays de part et d'autre des clivages régionaux. Elle a accru ses échanges commerciaux dans la région jusqu'à devenir un grand partenaire d'importation et d'exportation pour plusieurs pays, avec des investissements de plus en plus conséquents. La présence croissante de la Chine dans la région s'inscrit essentiellement dans le cadre de son «initiative de la ceinture et de la route» (*Belt and Road Initiative,* BRI), qui vise à améliorer la connectivité entre l'Asie, l'Afrique et l'Europe afin de stimuler la croissance économique de la Chine et de renforcer ainsi la légitimité intérieure du régime. Le Moyen-Orient occupe une place particulièrement importante dans le volet maritime de la BRI du fait de sa situation stratégique à la croisée des chemins entre l'Asie, l'Europe et l'Afrique et de la dépendance de la Chine à l'égard des importations d'énergie par voie maritime en provenance de la région.



Un agent de sécurité monte la garde lors de la réunion entre le prince héritier Mohammad Bin Salman et le président chinois Xi Jinping à Pékin le 22 février 2019. *How Hwee Young / Reuters*

D'aucuns considèrent que la BRI pourrait avoir des répercussions considérables sur le développement de la région. À ce stade, il semble toutefois que ses premiers bénéficiaires seront les pays du Moyen-Orient qui jouent un rôle majeur dans la sécurité de l'énergie et de la navigation pour la Chine. Il s'agit essentiellement des riches pays du Golfe et d'Israël. Malgré le champ restreint de la BRI, l'engagement économique accru de la Chine dans la région conduira immanquablement Pékin à s'engager plus avant dans les questions de sécurité locales. Alors que les États-Unis réduisent leur présence dans la région, les Européens devront se demander s'ils doivent nouer des relations avec la Chine pour promouvoir leurs intérêts et si oui, sur quels aspects.

La BRI au Moyen-Orient

La BRI est un concept générique dévoilé en 2013 par Xi Jinping qui vise principalement à ouvrir de nouveaux marchés et à mettre en place des chaînes d'approvision-

© 2019 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich

nement mondiales pour aider à générer une croissance économique durable en Chine et favoriser ainsi la stabilité sociale du pays.

La BRI possède un volet terrestre et un volet maritime. La route maritime de la soie (MSRI), relie la Chine à l'Europe et à l'Afrique via le Moyen-Orient. Son équivalent terrestre, la ceinture économique de la route de la soie (SREB), vise à connecter la Chine à l'Europe, essentiellement via l'Asie centrale, mais aussi, dans une moindre mesure, via le Moyen-Orient. La MSRI est, de loin, le volet qui a le plus d'impact au Moyen-Orient. Elle va de la mer de Chine méridionale au port du Pirée en Grèce, en traversant l'océan Indien, le golfe d'Aden et le canal de Suez.

Le Moyen-Orient constitue un point clé de la MSRI pour plusieurs raisons. Pour alimenter son économie, la Chine est de plus en plus dépendante des importations d'énergie. Elle est devenue en 2013 le premier importateur mondial de pétrole brut. Près de la moitié du pétrole brut utilisé en Chine vient du Moyen-Orient, de même que 10 à 20% de ses importations de gaz naturel. Compte tenu de cette dépendance, la sécurité énergétique revêt une importance capitale pour Pékin.

La sécurité de la navigation est également une préoccupation majeure pour la Chine. La plupart des navires qui transportent des marchandises entre la Chine et l'Europe, y compris du pétrole, doivent franchir plusieurs goulets d'étranglement dans la région. Jusqu'à un tiers du pétrole brut acheminé par la mer doit transiter par le détroit d'Ormuz, au large de l'Iran et des Émirats arabes unis (EAU). Les marchandises transportées par voie maritime entre la Chine et l'Europe doivent également passer par le détroit de Bab el-Mandeb, au large de Djibouti et du Yémen. Ces routes sont vulnérables aux perturbations liées à la piraterie, aux tensions régionales et aux conflits. Par conséquent, Pékin a tout intérêt à assurer la sécurité du transport maritime et à trouver d'autres itinéraires pour éviter les goulets d'étranglement.

La Chine est fortement dépendante du Moyen-Orient pour son énergie, ce qui rend la sécurité énergétique primordiale.

C'est dans cet objectif que la Chine a entrepris de nouer des liens avec les pays de la région par le biais de protocoles d'accord et de partenariats d'intensité variable. Sans surprise, cette intensification des relations dans la zone s'est principalement axée sur la coopération énergétique et la construction d'infrastructures, notamment de ports maritimes et d'infrastructures de transport jugées cruciales pour améliorer la sécurité de la navigation, et sur la création de voies de transport alternatives. Pékin a également cherché à approfondir ses relations commerciales avec la région. Les échanges interpersonnels constituent une part plus réduite de la BRI.

Les projets soutenus dans le cadre de la MSRI sont facilités par un certain nombre de nouveaux instruments financiers, dont un fonds pour la route de la soie doté de 100 milliards de dollars et la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), et par des banques publiques chinoises. La Chine a également effectué plusieurs swaps de devises avec des pays de la région pour favoriser des échanges commerciaux.

Les pays prioritaires de la MSRI sont l'Arabie saoudite, les EAU, l'Iran et l'Égypte. Pékin a conclu des partenariats stratégiques complets avec chacun de ces pays, manifestant ainsi sa volonté d'élargir ses relations en intégrant un large éventail de domaines. L'on comprend aisément pourquoi ces pays revêtent une importance particulière dans le contexte de la MSRI.

L'Arabie saoudite est le principal fournisseur de pétrole brut de la Chine, ce qui lui vaut une attention spécifique. Les EAU sont situés sur le détroit d'Ormuz, par lequel transite la majorité des importations de pétrole de la Chine.

L'Iran est un autre pays avec lequel la Chine s'est efforcée d'établir des liens dans le but de réduire sa dépendance énergétique vis-à-vis de l'Arabie saoudite. Pékin a également jugé important de renforcer sa coopération avec Téhéran afin de minimiser le risque d'interruption du transport maritime à travers le détroit d'Ormuz. L'Iran a parfois menacé de fermer le détroit, y compris récemment. Une telle décision ferait monter les prix du pétrole et perturberait l'approvisionnement en énergie. Pékin espère également que le pétrole iranien pourra un jour arriver en Chine par voie terrestre, ce qui réduirait sa dépendance à l'égard du transport maritime ainsi que les risques associés.

L'importance du canal de Suez pour l'acheminement des marchandises chinoises vers l'Europe fait de l'Égypte un autre État clé. La Chine cherche toutefois d'autres moyens d'accéder à la mer Méditerranée, via Israël par exemple. Même s'il occupe une place moins cruciale, Israël a donc tout de même un certain poids dans la MSRI.

Impact sur la région

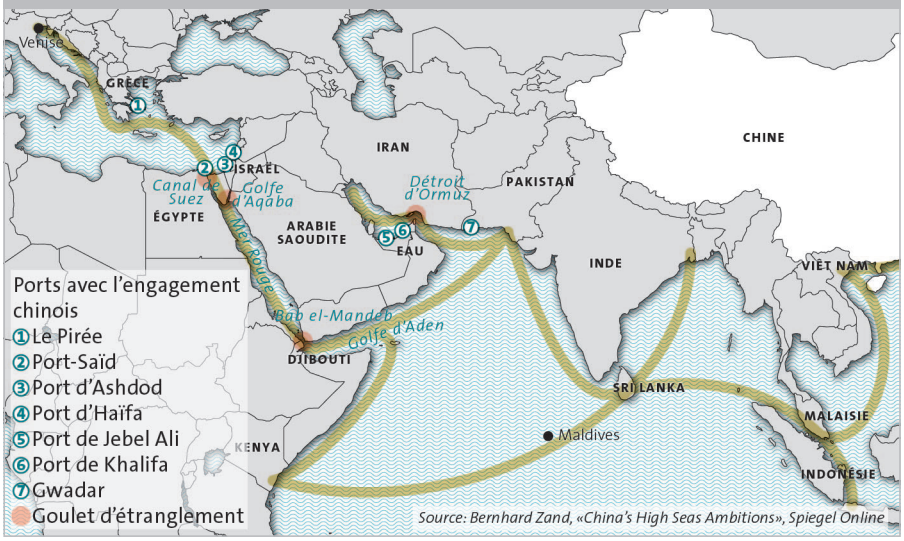
Si la Chine a clairement des intérêts à renforcer sa coopération avec les pays du Moyen-Orient, Pékin a présenté la BRI (et donc la MSRI) comme une initiative «gagnant-gagnant» qui bénéficie également à ses partenaires dans la région. La BRI intéresse bon nombre de pays du Moyen-Orient car ils ont besoin de développer des infrastructures de qualité et, dans certains cas, de les reconstruire – sans oublier les financements pour les projets connexes. Avec l'augmentation du nombre de jeunes, les pays voient aussi les investissements chinois et la perspective de renforcer les échanges commerciaux avec la Chine comme une source d'emplois dont ils ont grand besoin.

La MSRI n'est pas seulement intéressante pour les pays les moins favorisés de la région. Les plus riches en ressources espèrent également qu'une coopération accrue avec la Chine stimulera leurs exportations de pétrole, particulièrement dans un contexte de baisse de la demande de la part des États-Unis. Ils considèrent également les investissements chinois comme un moyen de diversifier leurs économies à plus long terme – une stratégie qui s'inscrit dans les plans de développement de nombreux pays du Golfe désireux de réduire leur dépendance à l'égard du pétrole.

Malgré les espoirs que la MSRI suscite dans la région, ses gains économiques seront probablement inégaux. Jusqu'à présent, ses principaux bénéficiaires sont les riches pays du Golfe. L'Arabie saoudite est aujourd'hui le principal partenaire commercial de la Chine au Moyen-Orient. Réciproquement, la Chine est le premier partenaire commercial du royaume, les échanges étant surtout axés sur l'exportation de pétrole et de produits pétrochimiques saoudiens et sur l'importation de machines et de biens de consommation chinois. L'Arabie saoudite est également la destination privilégiée des investissements chinois dans la région, qui restent, à ce jour, essentiellement concentrés sur le secteur de l'énergie. Les entreprises chinoises investissent généralement dans les installations pétrochimiques, ainsi que dans la construc-

© 2019 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich

La route maritime de la soie



tion et la maintenance de centrales nucléaires et de réacteurs de recherche. Dans un contexte de hausse de la consommation énergétique nationale et une baisse des réserves d'hydrocarbures, ces investissements aident l'Arabie Saoudite à s'orienter vers d'autres sources d'énergie. Le pays compte sur cet apport de fonds, à l'image de la coentreprise créée pour construire un parc industriel à Jazan Economic City, pour lui permettre de diversifier son économie et de se doter d'infrastructures qui favoriseront les activités commerciales et le tourisme.

Après l'Arabie saoudite, les EAU sont aujourd'hui le deuxième partenaire commercial de la Chine. Les échanges entre les deux pays se focalisent principalement sur l'exportation de pétrole et de gaz naturel des EAU et l'importation de machines, de produits textiles et de produits de l'industrie légère en provenance de Chine. Les EAU sont la deuxième destination privilégiée des investissements chinois. Grâce à leur emplacement stratégique et leurs infrastructures de pointe, ils constituent une plaque tournante intéressante pour les exportations chinoises. Cette année, les EAU et la Chine ont signé des accords d'une valeur d'environ 3,4 milliards de dollars afin de renforcer le rôle de Dubaï comme plateforme logistique pour les produits chinois dans la région. Pour répondre à ces besoins, le port de Jebel Ali augmentera notamment ses capacités. Le port de Khalifa, à Abou Dhabi, devrait également s'agrandir.

Comme l'on s'y attendait, les investissements chinois ont également augmenté en Égypte. La Chine joue un rôle essentiel en facilitant certains projets phares lancés par le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi. Ainsi, la construction d'une nouvelle capitale administrative est en partie financée par un prêt de 3 milliards de dollars de la Banque industrielle et commerciale de Chine. La Chine investit aussi dans le réaménagement du canal de Suez et de Port-Saïd, ainsi que dans des zones industrielles du pays. Il reste à voir si ces projets serviront les objectifs de développement. Certains sont clairement des projets de prestige dont la capacité à créer des emplois est incertaine. Il se peut, en outre, qu'une partie de ces projets soient mal pensés, le pays étant déjà endetté à environ 80% de son PIB.

En plus de ses investissements en Égypte, Pékin a accéléré le développement d'infrastructures de transport en Israël pour tenter de créer une route entre la mer Rouge et la Méditerranée qui éviterait le canal de Suez. Ainsi, la Chine est en train de construire une ligne ferroviaire à grande vitesse entre Eilat, dans le golfe d'Aqaba, et le port d'Ashdod sur la Méditerranée. Elle investit aussi dans l'extension du port. La construction d'un nouveau port à Haïfa, au nord de Tel-Aviv, est également prévue.. Si ces projets profitent à Israël, ils pourraient avoir un impact négatif sur l'Égypte s'ils venaient à réduire le transit par le canal de Suez.

L'Iran est l'un des pays qui n'a pas récolté les bénéfices escomptés de la MSRI. Alors que la Chine comptait accroître sensiblement ses échanges commerciaux avec l'Iran, la décision des États-Unis de se retirer du Plan d'action global commun (PAGC) et de réimposer des sanctions primaires et secondaires a entravé ce projet. Les États-Unis étant un partenaire commercial infiniment plus important que l'Iran, la Chine s'efforce pour l'heure de respecter les sanctions américaines, ce qui l'amène à réduire ses importations de pétrole en provenance d'Iran. Les entreprises chinoises ont également suspendu nombre de leurs activités commerciales dans le pays. Dans ce contexte, l'Arabie saoudite conserve plus que jamais sa place pour combler les besoins énergétiques de la Chine.

Seuls les pays riches de la région semblent donc profiter des retombées «gagnant-gagnant» de la MSRI, en particulier l'Arabie saoudite, les EAU et Israël. Les pays qui se trouvent dans une situation économique plus précaire, tels que l'Égypte, risquent de ne pas récolter les bénéfices escomptés. Quant aux pays pauvres qui jouent un rôle moins crucial pour la sécurité de l'énergie et de la navigation, leurs gains seront probablement encore plus limités. Les avantages pour la Chine de favoriser la stabilité de la région, ne serait-ce que pour protéger ses intérêts, devraient normalement se traduire par un élargissement des bénéfices de la MSRI au-delà des plus riches et contribuer à la stabilité de la région tout entière. Or, l'instabilité du climat d'investissement, particulièrement dans les environnements post-conflit (notamment la Syrie et la Libye ultérieurement) pourrait limiter la volonté de la Chine à s'engager. Seule une poignée de privilégiés pourrait donc profiter de l'essentiel des gains de la MSRI.

> Les gains économiques du MSRI seront probablement répartis d'une manière inégale.

La Chine et la sécurité régionale

Outre ses retombées dans la région, la MSRI a aussi des répercussions sur d'autres acteurs extérieurs qui ont des intérêts au Moyen-Orient, notamment l'Europe. Jusqu'à présent, la Chine s'est concentrée sur les enjeux géoéconomiques, préférant laisser les questions de sécurité aux États-Unis pour l'essentiel. Mais ses intérêts économiques et énergétiques accrus au Moyen-Orient, ainsi que le nombre croissant de ressortissants chinois qui vivent et travaillent dans la région, pourraient pousser Pékin à se pencher davantage sur le sujet. L'on s'attend, de surcroît, à ce que les États-

Pour aller plus loin

Maha S. Kamel, «China's Belt and Road Initiative: Implications for the Middle East», *Cambridge Review of International Affairs* 31:1 (2018)

Julia Gurol, «Rivals or partners? Interdependencies between the EU and China in the Middle East», *CARPO Study,* octobre 2018

Camille Lons, Jonathan Fulton, Degang Sun, Naser Al-Tamimi, «China's Great Game in the Middle East», *ECFR Policy Brief,* octobre 2019

Unis réduisent leurs engagements locaux en matière de sécurité. Au vu de ces deux facteurs, la Chine prend conscience qu'elle pourrait être amenée, malgré ses réticences, à s'impliquer dans des activités plus en lien avec la sécurité au Moyen-Orient.

Cela ne ferait, en réalité, que renforcer l'influence croissante de la Chine sur la sécurité dans la région. La Chine a intensifié ses actions dans le domaine de la promotion de la paix et de la médiation ces dernières années. Elle contribue ainsi depuis 2006 à une mission de maintien de la paix des Nations Unies au Liban. Pékin a également participé à la médiation de grands conflits dans la région, notamment le conflit syrien et le conflit israélo-palestinien.

En outre, Pékin a établi sa première base militaire en dehors du territoire chinois à Djibouti, sur le détroit de Bab el-Mandeb, en échange d'une aide au développement des capacités militaires de Djibouti. La base est destinée à servir de centre de ravitaillement pour la marine de l'Armée populaire de libération chinoise, qui maintient une présence navale permanente dans le golfe d'Aden pour mener des opérations d'urgence et de lutte contre les actes de piraterie au Moyen-Orient et en Afrique. C'est ainsi qu'elle a, notamment, évacué des ressortissants chinois de Libye en 2011 et du Yémen en 2015.

La Chine renforce également sa coopération militaire avec l'Iran afin de sécuriser la navigation dans le détroit d'Ormuz. Ces dernières années, la Chine a réalisé des exercices militaires conjoints avec l'Iran au cours desquels des navires de guerre chinois sont entrés dans le golfe Persique. Pékin envisagerait également d'utiliser le port de Gwadar au Pakistan, dont il soutient le développement, afin de s'assurer une présence militaire à proximité du détroit.

Répercussions pour l'Europe

Alors que la Chine intensifie son engagement dans la région, les Européens devront réfléchir aux conséquences de cette évolution pour leurs intérêts au Moyen-Orient, dans un environnement marqué par la baisse de l'implication des États-Unis et la présence croissante d'une diversité d'acteurs extérieurs.

La Chine et l'Europe ne seront pas d'accord sur tout. Si toutes deux ont intérêt à ce que la région soit stable, leurs approches pour atteindre cet objectif sont différentes. La Chine accorde une grande importance au pouvoir de l'État et à la non-ingérence, et considère le développement comme la base de la stabilité. Pour l'Europe, en revanche, les ingrédients essentiels d'une stabilité à long terme sont aussi les droits humains et l'état de droit. Par conséquent, à mesure que la Chine consolide sa présence dans la région, l'Europe pourrait avoir plus de mal à promouvoir un projet fondé sur des normes.

> Il est possible que la Chine devra s'engager davantage dans des activités liées à la sécurité au Moyen-Orient, même s'elle est réticente à le faire.

L'engagement de la Chine au Moyen-Orient reste toutefois concentré sur un petit nombre d'États. Même si la Chine est en train de devenir un partenaire majeur pour ces pays, les gouvernements de la région admettent volontiers qu'elle ne peut pas se substituer totalement aux autres acteurs extérieurs. Ils continuent d'attacher une grande importance aux échanges commerciaux, aux investissements et à l'aide au développement venus d'Europe. Cependant, l'Europe doit mieux comprendre la nature de l'engagement économique de la Chine au Moyen-Orient, l'influence qu'elle peut exercer et la manière dont elle promeut ses intérêts dans un environnement régional de plus en plus multipolaire.

En outre, la Chine ne s'implique qu'à contrecœur dans les questions de sécurité qui touchent la région et semble toujours heureuse de laisser le rôle de chef de file à d'autres acteurs extérieurs dans ce domaine. Il y a donc une marge pour renforcer la coopération avec Pékin sur les questions de sécurité. La Chine s'est montrée disposée à travailler dans le cadre de formats multilatéraux en lien avec le conflit syrien, le programme nucléaire iranien et la sécurité de la navigation dans le détroit d'Ormuz, ce qui est prometteur. L'Europe ayant plus d'expérience dans la région, elle pourrait en tirer parti pour impliquer la Chine sur des préoccupations communes et, si possible, trouver des solutions multilatérales.

Si l'Europe et la Chine peuvent avoir des divergences sur certaines questions, elles sont également susceptibles de coopérer au cas par cas sur d'autres sujets. Un engagement moins fort ou moins fiable des États-Unis dans la sécurité de la région obligera l'Europe à trouver des moyens de nouer des relations avec la Chine qui lui permettent de défendre ses intérêts au Moyen-Orient. Il convient donc d'accorder une plus grande attention aux défis et aux opportunités que présente l'engagement croissant de la Chine dans la région.

Dr Lisa Watanabe est chercheur senior et chef de l'équipe Swiss and Euro-Atlantic Security du Center for Security Studies (CSS) de l'ETH de Zurich. Elle est notamment l'auteur de «Russia's Renaissance in the Arab World (2019)».

Les analyses de politique de sécurité du CSS sont publiées par le Center for Security Studies (CSS) de l'ETH Zurich. Deux analyses paraissent chaque mois en allemand, français et anglais. Le CSS est un centre de compétence en matière de politique de sécurité suisse et internationale.

Editeurs: Julian Kamasa, Fabien Merz, Lisa Watanabe, Benno Zogg
Traduction: Interserv
Layout et graphiques: Miriam Dahinden-Ganzoni
ISSN: 2296-0228; DOI: 10.3929/ethz-b-000382081

Feedback et commentaires: analysen@sipo.gess.ethz.ch
Téléchargement et abonnement: www.css.ethz.ch/cssanalysen

Parus précédemment:

L'approvisionnement du pays en cas de crise No 253
Les cessez-le-feu dans les processus de paix intraétatiques No 252
L'IA comme technologie militaire habilitante No 251
La Russie et la Chine: le potentiel de leur partenariat No 250
L'initiative de la route et de la ceinture au Kazakhstan No 249
Les États-Unis et l'autonomie stratégique européenne No 248

© 2019 Center for Security Studies (CSS), ETH Zürich